



Conférence de presse: Plusieurs voies mènent au marché européen **Texte de l'intervention de Jacques Bourgeois, directeur**

Chers représentants des médias,
Mesdames, Messieurs,

Même si l'on faisait preuve de beaucoup d'optimisme avant son ouverture, la mini-conférence ministérielle de l'OMC, en juillet dernier à Genève, s'est soldée par un nouvel échec pour le Cycle de Doha. Nous n'avons rien contre les accords multilatéraux, à condition qu'ils soient acceptables. En juillet, ce n'était pas le cas. Même si les bases d'un accord n'avaient jamais été aussi défavorables pour la Suisse depuis longtemps, le Conseil fédéral était prêt à modifier son mandat de négociation. Il voulait tirer son épingle du jeu, même si cette dernière était bien tordue et bonne à jeter. La conclusion d'un tel accord aurait été un désastre pour les familles paysannes suisses, c'est parfaitement clair. Mais ce que nous ne connaissons toujours pas, ce sont les avantages que les secteurs de l'industrie et des services en auraient tirés. Toutefois, la retenue de leurs réactions laisse à penser que les améliorations en leur faveur auraient été minimes.

L'absence d'un accord multilatéral à l'OMC augmente la pression en faveur de la conclusion d'accords bilatéraux. Preuve en est que des négociations en vue d'accords bilatéraux avec toute une série d'Etats sont terminées, en cours ou en vue. Dans cette dernière catégorie, on compte désormais le groupe BRIC, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Ces quatre pays sont des puissances agricoles très fortement tournées vers l'exportation, qui verraient d'un bon œil le déferlement de leurs produits bon marché sur le riche marché suisse. Visiblement, le fait qu'ils sont peu comparables à la Suisse en termes de durabilité, de conditions sociales et de protection des animaux n'intéresse pas grand monde.

Sujets de nombreux débats, la raréfaction des matières premières agricoles et la hausse des prix qui s'est ensuivie ont montré à quel point la situation peut changer rapidement. Lorsqu'il s'agit de se serrer la ceinture, on ne peut pas se priver de manger comme on peut renoncer au nouvel iPhone ou au grand écran plasma. La Suisse est certes un des derniers pays qui ne pourraient plus se payer sa nourriture. Pourtant, notre autodétermination et notre autoapprovisionnement, comprenez notre souveraineté alimentaire, sont des sujets qui ne laissent pas notre population indifférente. Notre gouvernement doit en tenir compte.

L'accord de libre-échange agroalimentaire avec l'Union européenne serait lui aussi source de pertes économiques considérables. Comme l'a annoncé le Conseil fédéral, les négociations officielles commenceront ces jours prochains ou ces prochaines semaines. Pour autant que l'Union européenne y porte aussi un intérêt suffisant. Officiellement, cet accord a pour but d'améliorer la compétitivité de l'agriculture suisse et d'exploiter davantage son potentiel d'exportation. Mais pour ce faire, nous n'avons pas besoin d'un accord de libre-échange agroalimentaire global. Aujourd'hui, nous allons vous montrer la voie que l'Union suisse des paysans souhaite emprunter pour améliorer notre accès au marché agroalimentaire européen. Nous avons en effet la ferme intention de saisir les chances que ce marché nous offre !

L'expérience nous a montré toutefois que ce ne sont pas les droits de douane qui constituent les principales barrières aux échanges commerciaux, mais bien les obstacles non-tarifaires.